«La vraie menace d'extension du conflit à Gaza, c'est le Liban»

Pour Pierre Razoux, spécialiste de l'armée israélienne, Benyamin Nétanyahou cherche à faire durer les combats à Gaza pour sa survie politique, et serait prêt à ouvrir de nouveaux fronts en Cisjordanie ainsi que dans le sud du Liban contre le Hezbollah.

Recueilli par
LAURENCE DEFRANOUX

Samedi, cela fera trois mois que l'armée israélienne a engagé son offensive terrestre dans la bande de Gaza, détruisant une grande partie du territoire et tuant au moins 25 000 civils. Plus de 220 soldats israéliens, sans compter les 340 tués pour reprendre le contrôle des kibboutz après le massacre initial du 7 octobre, sont déjà morts au combat, dont 21 réservistes ce lundi, et 132 otages seraient encore aux mains du Hamas, de plus en plus affaibli. Pour Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques et auteur de *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, deux questions fondamentales demeurent: que va-t-il se passer quand les combats s'arrêteront à Gaza, et la guerre va-t-elle s'étendre au Liban?

Où en est la situation à Gaza du point de vue stratégique?

On estime que deux divisions de l'armée israélienne, chacune composée d'environ 15 000 soldats, sont encore actives dans la bande de Gaza, plutôt dans le centre et dans le Sud, après le retrait d'une troisième division. De nombreux indices montrent que la branche politique du Hamas tente de négocier un plan de sortie par l'intermédiaire des Etats-Unis, du Qatar et de l'Egypte. Mais le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et le ministre de la Défense, Yoav Gallant, n'offrent pas la moindre concession.

Les autorités israéliennes sont persuadées d'être engagées dans une guerre existentielle globale, sorte de synthèse entre la guerre d'indépendance de 1948-49, la guerre de Kippour en 1973, celle du Liban en 1982, les deux intifadas et même les opérations «Plomb durci» en 2008-2009 et «Bordure protectrice» en 2014. Comme l'image du pays est très dégradée, un nombre croissant de dirigeants politiques et de citoyens pensent que c'est le moment ou jamais de remodeler le rapport de force dans la bande de Gaza, la Cisjordanie et même le sud du Liban, quitte à redessiner les frontières intérieures d'Israël. En réalité, Gaza n'est qu'une partie de l'image globale.

DR
INTERVIEW

Qu'en pense le gouvernement d'urgence?

Le cabinet d'urgence israélien est très divisé, et n'a sûrement pas défini sa stratégie finale. Les pragmatiques qui y siègent, comme Benny Gantz *[principale figure de l'opposition et ancien chef de l'armée israélienne, ndlr]* l'ancien chef d'état-major Gadi Eizenkot ou encore David Barnea, le chef du Mossad, considèrent qu'il est impossible d'éradiquer le Hamas, puisque son idéologie est bien implantée et qu'il dispose de combattants en Cisjordanie, au Liban et dans les pays de la région. Pour eux, il faut être réaliste et obtenir la libération des otages avant que Yahya Sinwar, le chef du Hamas à Gaza, ne les utilise comme bouclier «humain lorsqu'il sera acculé. L'intensité des manifestations montre que les sacrifier serait inacceptable pour une grande partie de la population israélienne, car l'essence même d'Israël reste la protection de la vie des civils. Mais avec qui négocier, alors que les luttes de pouvoir font rage au sein de la mouvance palestinienne? Cela met de l'eau au moulin de Nétanyahou.

Pourquoi Nétanyahou a-t-il intérêt à faire durer la guerre?

Lorsque les combats s'arrêteront, une commission d'enquête sur l'attaque du 7 octobre se mettra en place, et elle sera impitoyable pour lui et pour Gallant. Les deux hommes ont donc intérêt à faire traîner les combats à Gaza le plus longtemps possible, voire à les étendre de manière ouverte en Cisjordanie et au Liban, renforçant par là même la posture dissuasive d'Israël. Nétanyahou espère tenir jusqu'aux élections américaines, en novembre, en priant pour que Donald Trump l'emporte et que les Etats-Unis arrêtent de lui mettre la pression. Joe Biden et Antony Blinken ont bien compris leur stratégie et veulent accélérer le tempo.

Tous ceux qui négocient avec le Hamas exercent une pression très forte sur Israël pour trouver une solution à Gaza, ce qui permettrait de calmer la situation dans toute la région. Les pays arabes savent qu'il faudra probablement au bout du compte une force internationale, civile ou militaire, pour assurer l'intérim après la fin des combats, mais ils ne sont pas très allants pour y contribuer. On voit bien avec la Finul au Liban *[la Force intérimaire des Nations unies au Liban]* que les forces d'interposition apportent rarement la solution, et qu'il y a beaucoup de coups à prendre.

Une attaque sur le Liban est-elle à craindre?

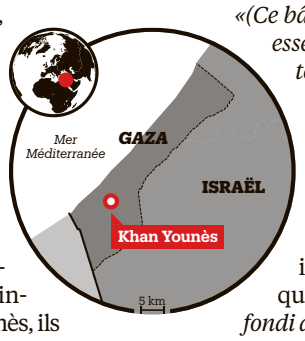
En octobre, j'aurais répondu que le risque

Après une frappe israélienne à Naqoura, au Liban, le 4 janvier.
PHOTO XINHUA. ICON SPORT

Des civils palestiniens piégés à Khan Younès

Les Etats-Unis ont condamné une attaque israélienne mercredi contre un refuge de l'ONU dans la ville palestinienne. Tsahal exige son évacuation d'ici vendredi soir, alors que des fuites proches des négociations laissent espérer un accord sur une trêve d'un mois.

Une ville – Khan Younès (Sud) – encerclée, des civils enjoints à fuir qui risquent la mort s'ils le font, et des appels ignorés des Nations unies à l'arrêt des combats. La situation humanitaire dans la bande de Gaza a continué à s'aggraver jeudi, au 110e jour de la guerre. Dans la soirée, des fuites de sources proches des négociations laissaient entendre qu'un accord sur une trêve d'un mois pourrait être imminent. Alors que les affrontements entre l'armée israélienne et le Hamas s'intensifient à Khan Younès, ils se poursuivent aussi dans le centre et le nord de l'enclave, avec des bombardements aériens et des *«combats rapprochés»*, selon Tsahal.



Abri. Selon le ministère de la santé de Gaza, 50 personnes ont été tuées ces dernières vingt-quatre heures à Khan Younès, l'armée israélienne faisant état de son côté de *«plusieurs terroristes»* tués. Parmi les victimes, figurent au moins douze Gazaouis – un bilan revu à la hausse – qui avaient trouvé refuge avec des milliers d'autres dans un centre de formation de l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, visé mercredi par les tirs de deux chars israéliens selon les Nations unies. L'attaque qui a mis le feu au bâtiment a aussi fait au moins 75 blessés, dont 15 graves, selon Thomas White, responsable de l'organisation à Gaza. *«Plusieurs missions pour évaluer la situation ont été refusées. Les Nations unies ont finalement pu rejoindre la zone visée mercredi soir pour soigner les patients, apporter du matériel médical et évacuer les blessés à Rafah»*, a-t-il affirmé dans un communiqué.

Fait inhabituel, l'attaque a été clairement condamnée par les Etats-Unis. *«(Ce bâtiment) de l'ONU est essentiel et doit être protégé,* a déclaré le secrétaire d'Etat Antony Blinken. *Les civils doivent être protégés et la nature des installations de l'ONU respectée.»* L'armée israélienne a affirmé qu'un *«examen approfondi des opérations des forces présentes à proximité (était) en cours»*, sans écarter la possibilité d'une frappe du Hamas. Elle a par ailleurs exigé que l'abri soit évacué avant vendredi 17 heures. Selon l'un des déplacés qui vit dans l'abri, Amal Lubbad, interrogé par l'AFP, les militaires ont appelé par mégaphone une responsable de l'UNRWA sur place. *«Elle est allée près des chars et ils lui ont dit de nous notifier de vider les lieux. Nous ne savons pas où aller.»*

Cibles. Les derniers hôpitaux encore opérationnels dans la ville sont sur le point de s'effondrer. D'après le ministère de la santé de Gaza, l'hôpital Nasser n'a plus d'anesthésiques pour ses salles d'opération, d'antalgiques pour les blessés et de nourriture. Il ne lui reste plus que cinq jours d'essence, et seul un employé sur dix est encore présent. Patients, personnels et déplacés qui s'y étaient réfugiés n'osent pas en sortir, de peur d'être pris pour cibles. L'hôpital Al-Khair a quant à lui fermé après que ses «*patients, dont des femmes qui venaient de subir des césariennes, ont été évacués au milieu de la nuit,* a indiqué Thomas White, de l'UNRWA. *La situation à Khan Younès met en évidence un manquement constant au respect des principes fondamentaux du droit international humanitaire : distinction (entre civils et combattants), proportionnalité et précaution dans la conduite des attaques. C'est inacceptable et odieux et cela doit cesser».*

LUC MATHIEU

d'extension de la guerre était faible, car personne n'y avait à gagner. L'intérêt stratégique du Hezbollah, qui bénéficie d'une position optimale au Liban, est de ne surtout pas aller au conflit avec Israël. Tout va à peu près dans le sens des intérêts de Téhéran pour l'instant, et l'Iran n'a aucun intérêt à s'impliquer frontalement puisqu'il sort renforcé de cette séquence. Mais Nétanyahou peut être tenté par la fuite en avant, qu'il habillerait d'un narratif destiné à ses soutiens américains et européens. Même si, à ma connaissance, le nombre de soldats est à peu près fixe depuis novembre dans le nord d'Israël, avec une division d'active et deux de réserve mobilisées, l'état-major de Tsahal est dans les starting-blocks, prêt à lancer une offensive majeure jusqu'au fleuve Litani, voire au-delà, pour repousser le Hezbollah *[selon la résolution 1701 des Nations unies de 2006, aucune force autre que la Finul et l'armée libanaise ne doit être présente sur les 30 kilomètres qui séparent Israël du Litani]*. Depuis trois semaines, Nétanyahou et Gallant font monter la tension, avec ce message : «Si avant la fin janvier, la communauté internationale est incapable de contenir le Hezbollah, nous irons nous-mêmes.» En attendant, les forces israéliennes et le gouvernement multiplient les provocations pour pousser le Hezbollah à réagir et avoir un prétexte pour lancer une opération israélienne massive.

L'objectif serait d'instaurer une bande tampon dans le sud du Liban pour éviter les infiltrations de combattants et de nouvelles prises d'otages sur le territoire hébreu. Mais les historiens savent que les incursions israéliennes au Liban se sont à chaque fois soldées par un retrait après beaucoup de pertes *[elles ont notamment donné lieu à des confrontations majeures en 1982 contre l'OLP et en 2006 contre le Hezbollah]*. L'état-major sait aussi que l'armée ne pourra pas se maintenir durablement sur une telle position sans justifier des attaques incessantes, comme elle l'avait fait entre 1985 et 2000, ce qui avait suscité le renforcement du Hezbollah, l'avait forcée à se retirer et mené à la guerre de 2006.

Si les Etats-Unis stoppent leurs envois d'armes, Israël a-t-il la capacité d'ouvrir plusieurs fronts ?

Personne ne sait exactement quel pourcentage de son stock d'armement Israël a utilisé, d'autant que les Etats-Unis l'ont réalimenté. Mais les experts israéliens assurent que Tsahal fait en sorte d'être en permanence capable de résister à un embargo sur les armes de deux ans, c'est-à-dire un cycle électoral de mi-mandat aux Etats-Unis. Cela veut dire que sa réserve de munitions de précision est certainement assez importante pour se battre contre le Hezbollah, voire contre l'Iran. En cas de soulèvement en Cisjordanie, peu probable tant les actions préventives ont décapité le Jihad islamique et le Hamas, les Israéliens seraient capables de mener les combats sur plusieurs fronts. L'armée syrienne, en situation précaire, ne va pas aller les chercher. Quant aux frappes sur les Houthis au Yémen, les Etats-Unis ont fait comprendre qu'il s'agit de rétablir la circulation maritime, cruciale pour l'économie mondiale, et que leur intervention en mer Rouge doit être dissociée de leur posture sur le dossier israélo-palestinien.

La vraie menace d'extension du conflit aujourd'hui, c'est le Liban. Si Israël déclenchait une guerre préventive massive contre le Hezbollah, celui-ci pourrait riposter avec un arsenal balistique très important et l'Iran pourrait être tenté d'envoyer des troupes régulières, et non plus seulement des milices. Le Hamas, très atteint à Gaza, est marginalisé au Liban. Aujourd'hui, ce sont donc Nétanyahou et Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, qui ont les cartes en main pour décider si la guerre va continuer ou s'arrêter. Et si un nouveau conflit va s'ouvrir.